



Notes de lecture de la thèse de Larbi Toumi sur l'analyse de la gouvernance pour la sécurité alimentaire en légumineuses au Maroc

El Hassane Abdellaoui

Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès.

Contact : elhassanea@aol.com

Notes de lecture de la [thèse de Larbi Toumi](#), soutenue publiquement, à l'IAV, Rabat, le 29 Octobre 2022

Cette note de lecture pointe d'une manière trop substantielle et concise quelques ingrédients d'une problématique de recherche sur la gouvernance des légumineuses. Elle signale quelques outils de recueil de données adoptés par l'auteur et met en évidence quelques résultats phares dégagés par la recherche en question. Elle débouche sur certaines conclusions et recommandations portant sur le mode de gouvernance pour la sécurité alimentaire en légumineuses au Maroc. Il s'agit de décrire les défis à surmonter en considérant le contexte des changements climatiques, les pressions anthropiques, les conflits politiques internationaux et l'impact de la pandémie Covid 19. Ce grand chantier de recherche non achevé (à cause de la multiplicité de ses axes) ouvre la voie, néanmoins, à différentes perspectives de réflexion et de modalités d'action pour : 1) la préservation des légumineuses dans les systèmes de production ; 2) assurer leur promotion comme pratiques agricoles alternatives valorisant le sol, servant de bon précédent cultural, contribuant à l'équilibre alimentaire des hommes, des animaux tout en exigeant peu de ressources hydriques.

Contexte, argument du choix de sujet et constats

Reprenons d'abord les définitions opératoires évoquées par l'auteur dans cette thèse afin que le lecteur comprenne le sens de certains résultats phares retenus dans cette fiche de lecture, concernant l'étude de la gouvernance de la sécurité alimentaire en légumineuses. Toumi (2022) rappelle d'abord que l'agriculture a toujours eu comme rôle principal la

satisfaction des besoins nutritionnels et la sécurité alimentaire au niveau des individus, des groupes et des ménages au niveau national. La sécurité alimentaire « est assurée lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires » (Toumi, 2022).

A cet égard, cinq dimensions se dégagent : la disponibilité des aliments, l'accès économique,

social et physique à la nourriture et son utilisation, la stabilité (vulnérabilité et chocs) dans le temps, l'agencéité et la durabilité. Précisons encore un peu plus ces dimensions complémentaires.

La dimension de **disponibilité** consiste à disposer d'une nourriture exempte de substances nocives et acceptable dans une culture déterminée, en quantité suffisante et d'une qualité propre à accomplir les besoins alimentaires des personnes quelle que soit l'origine géographique de cette nourriture (nationale ou étrangère). La dimension de **l'accès économique, social et physique** à cette nourriture, signifie que la situation où la part du revenu d'une personne ou d'un ménage consacré à l'achat des denrées nécessaires pour assurer une alimentation adéquate n'est pas de nature à entraver l'accomplissement des autres besoins élémentaires, et où chacun, y compris les personnes et groupes vulnérables, accède sans peine à une nourriture suffisante. Aussi les individus et les groupes doivent-ils disposer d'une alimentation adéquate, d'eau potable, d'installations sanitaires et de soins de santé permettant d'atteindre un état de bien-être nutritionnel où tous les besoins physiologiques sont satisfaits.

Vient ensuite la dimension de **stabilité**. Elle se ramène à la capacité de garantir la sécurité alimentaire en cas de chocs soudains (par exemple en situation de conflit ou de crise économique, sanitaire ou climatique) ou de phénomène cyclique.

En ce qui concerne **l'agencéité**, elle est ici envisagée comme la faculté d'une personne d'agir individuellement ou collectivement de manière indépendante pour choisir les aliments qu'elle consomme, qu'elle produit et la manière dont ces aliments sont produits, transformés et distribués. De de cette manière on contribue aux processus stratégiques qui façonnent les systèmes alimentaires.

Quant à la **durabilité**, dernière dimension, se rapporte à la situation où les pratiques du système alimentaire contribuent à la régénération à long terme des systèmes naturels, sociaux et économiques et où la satisfaction des besoins alimentaires des générations actuelles est garantie sans que les besoins alimentaires des générations futures soient compromis ou gravement affectés.

Cette thèse traite de ces cinq dimensions de la gouvernance, dans un contexte de crises naturelles, de la raréfaction et la dégradation des ressources environnementales sans pour autant négliger les effets pervers économiques, sociaux et psychologiques inattendus mais particulièrement marquants de la pandémie Covid19. Ce contexte a été aussi aggravé par des conflits internationaux entre pays producteurs des céréales et des légumineuses affectant les opérations commerciales entre Etats producteurs et Etats importateurs des denrées en question en l'occurrence ici le Maroc.

Plus que jamais, la sécurité alimentaire devient la préoccupation centrale des politiques, des agroéconomistes et des socio-anthropologues pour comprendre d'abord les conditions dans lesquelles s'opère la régression de ces cultures de base, à la fois sur le plan des surfaces qui lui sont consacrées que sur celui de la quantité produite. Il s'agit de proposer des stratégies les plus adaptées à la réhabilitation de ces cultures et leur promotion pour les rendre accessibles aux différentes populations au Maroc. Il en va aussi, bien entendu, de la stabilité sociale.

Pour analyser cette problématique, Toumi (2022) part en effet du constat flagrant de la disparition progressive des légumineuses des assolements dans différentes régions au Maroc. Ces cultures, certainement popularisées et largement diffusées dans les années 70, se sont avérées de plus en plus rares et coûteuses voire inaccessibles pour une large population au Maroc alors qu'elles étaient

paradoxalement, dans un passé proche, vouées en partie à l'exportation.

L'attention prêtée par Toumi (2022) à ce type de cultures n'est pas fortuite mais relève de la place qu'elles occupent dans le mode de consommation alimentaire des Marocains et des vertus agroécologiques qu'elles procurent. En effet, nul doute, soutient l'auteur, « *que ces denrées génèrent sans conteste de protéines et de nutriments essentiels à l'organisme, contribuent assurément à l'équilibre agroécologique et à l'économie sociale* ». Et à cet égard, le chercheur interpelle les instances publiques, les acteurs institutionnels, les chercheurs en sciences sociales et économiques, les agronomes et les spécialistes de l'eau quant à la réhabilitation de ces cultures car elles subissent visiblement une certaine marginalisation accrue depuis les années 1970.

Ce travail de recherche identifie et interroge justement les raisons sous-jacentes à cette marginalisation et à l'absence effective d'un protocole d'accompagnement assurant le développement et la promotion de la culture des légumineuses en termes de soutien matériel, technique et organisationnel comme c'est le cas dans d'autres filières (agrumes, fruits, viande, lait).

Le risque de la disparition progressive des légumineuses dans les systèmes de production agricoles pose non seulement le problème de la dépendance mais aussi de l'insécurité alimentaire voire de la stabilité sociale. Pourtant les stratégies agricoles au Maroc continuent à miser essentiellement sur une agriculture marchande, intensive et parfois trop consommatrice de la ressource hydrique (avocat, fruits rouges, tomates, pastèque...) alors que cette ressource est de plus en plus rare.

Reprenons la substance des arguments soutenus par l'auteur :

Les légumineuses « représentent un bon précédent cultural en rotations culturales. Elles rendent le sol sur lequel elles poussent plus fertile pour la culture suivante. Elles permettent donc une baisse notable de l'utilisation des engrais azotés. En outre, leur culture comporte d'autres avantages agro-environnementaux tels que la rupture des cycles parasitaires et des adventices, l'augmentation de la biodiversité, ou encore des avantages en termes d'adaptation des pratiques culturales aux effets des changements climatiques (...). Cette culture concerne aussi l'alimentation animale car elle sert de complément alimentaire parce qu'elle comporte des apports protéiques notamment au niveau des tourteaux (Toumi, 2022).

C'est pourquoi la question de la gestion de ces cultures devrait intéresser, comme il a été déjà signalé, au même titre les politiques publiques, les chercheurs et les producteurs compte tenu même des changements climatiques qui imposent de plus en plus la question des enjeux de la gouvernance de la sécurité alimentaire en légumineuses

Les questions de la thèse

Certes, l'auteur observe que le Maroc dispose d'une multitude d'acteurs de la sécurité alimentaire mais avec des stratégies sectorielles qui ne reflètent pas pleinement la nature transversale de la sécurité alimentaire comme concept multidimensionnel. Ceci nécessiterait la mise en place d'un dispositif national de gouvernance de la sécurité alimentaire avec une vision globale et intégrée. Dans cette perspective Il était donc tout à fait pertinent pour Toumi (2022) de se poser la grande question suivante :

« Comment améliorer la gouvernance de la filière des légumineuses à des fins de sécurité alimentaire » ? Cette question se précise et s'appréhende à travers les questions sous-jacentes suivantes :

Quels sont les acteurs qui œuvrent dans la filière des légumineuses au Maroc et qui en sont les plus influents ?

- Comment se manifeste le jeu de pouvoir entre ces acteurs de la filière ?
- Comment se positionnent ces acteurs vis-à-vis des enjeux et objectifs stratégiques de développement de la filière ?
- Quelles sont les perspectives de développement futur de la filière ?
- Quelles perceptions ont ces acteurs sur la relation entre gouvernance et sécurité alimentaire pour les légumineuses ?

Quels sont les indicateurs de gouvernance ayant un impact fort sur la sécurité alimentaire des légumineuses ?

Pour répondre à ces questions, Toumi (2022) a mis en œuvre une démarche à la fois qualitative et quantitative

Méthode

Partant de l'hypothèse qui stipulait l'existence d'une relation entre le mode de gouvernance et la sécurité alimentaire en légumineuses, la démarche d'enquête a consisté à : 1) consulter des experts à travers des entretiens pour repérer les constituants de la structuration et de bonne gouvernance de la filière, 2) à analyser son cadre multi-acteurs en cartographiant les relations des acteurs de la filière. Ensuite a été menée une analyse de la structure d'influence de ces acteurs concernés par l'enquête afin d'élaborer une ébauche de scénarios de développement futur de la filière en se basant essentiellement sur les perceptions des acteurs sur la relation entre gouvernance et sécurité alimentaire. Il s'agit

alors de déterminer les indicateurs de gouvernance ayant un impact sur la sécurité alimentaire en légumineuses.

Toumi (2022) a mobilisé la méthode Delphi qui vise à mesurer le consensus de 26 experts sélectionnés parmi les acteurs de la chaîne de valeur de cette filière sur la base des items ou propositions organisés sous forme d'une échelle de mesure de Likert. Cette dernière technique est normalement initiée par des psychosociologues pour étudier la structure des attitudes constituées d'opinions, d'informations et de jugements par rapport à un « objet » pouvant révéler une tendance vers un mode de comportement ou de pratiques (ou vers un autre) chez des individus et/ou des groupes évoluant dans l'un des différents domaines de vie.

L'attitude est une résultante de trois composantes : cognitive, affective et conative (comportement). L'attitude sert de capteur de réactions de gens par rapport à un produit, un service ou une entreprise. L'intensité de cette réaction peut être déterminée sur l'échelle selon l'importance ou le score attribué par l'enquêté. La mesure des attitudes qui s'opère souvent par questionnaire consistant en une série de questions conçues pour obtenir des informations sur les croyances, les perceptions et les comportements d'une personne.

Cette mesure sert à rendre compte du comment les gens questionnés se positionnent vis-à-vis d'un objet et partant quand et comment décider de changer les comportements que les intervenants, les acteurs de changements, visent sciemment (Abdellaoui, 1989, Abdellaoui, 2005). L'évaluation des attitudes est importante pour la promotion d'un produit, (le marketing), pour proposer une nouvelle méthode pédagogique, un nouveau mode de gouvernance des « biens communs », ou mettre en exergue une gestion plus organisée, performante et durable d'une

filière comme dans le cas, ici, des légumineuses.

En plus du recours à la méthode Delphi appuyée sur l'échelle de Likert dont on vient d'expliquer le principe, Toumi a analysé la dynamique des relations entre acteurs et leur structure d'influence, en mobilisant la méthode MACTOR (Acteurs, Objectifs, Rapports de force). C'est une approche d'analyse stratégique qui vise à identifier et à modéliser les interactions entre les acteurs clés (les parties prenantes) au sein d'un écosystème ou d'un système complexe. Elle permet de comprendre comment ces interactions peuvent influencer les décisions et les résultats stratégiques d'une organisation.

Elle consiste d'abord à identifier les acteurs clés, analyser les relations entre eux, cartographier les impacts potentiels sur la stratégie de l'organisation. Cela comprend la mise en évidence des opportunités à exploiter et les menaces à anticiper avant de proposer des décisions stratégiques.

L'analyse des perceptions des acteurs de cette filière, quant à elle, elle s'est appuyée sur la régression logistique ordinale et l'analyse qualitative. Le recours à ces méthodes d'analyse de condensation et de traitements des données a débouché sur de nombreux résultats pertinents dont on retient ci-dessous certains qui nous semblent porteurs pour l'amélioration de la gouvernance de la sécurité alimentaire en légumineuses.

Principaux résultats

L'analyse de la trajectoire de la filière des légumineuses alimentaires au Maroc et sa structure de gouvernance, souligne que le désengagement de l'Etat et la libéralisation des échanges n'ont pas permis de créer une dynamique d'évolution positive des légumineuses. Le paysage économique et institutionnel n'a pas permis une transition

réussie vers l'économie de marché. Il n'a pas aidé à l'émergence d'entreprises privées et d'organisations professionnelles réellement représentatives et opérationnelles qui auraient dû prendre en charge certaines fonctions d'organisation et de coordination de la filière.

Le travail met en évidence l'existence prononcée d'une relation entre la gouvernance et la sécurité alimentaire en légumineuses plus particulièrement en termes « d'accessibilité » et de « stabilité » qu'en termes de « disponibilités alimentaires et d'utilisation ». L'indicateur de gouvernance le plus significatif affectant l'accessibilité est le pilotage et le contrôle de la filière. Même si l'on doit souligner ouvertement qu'il s'agisse ici des avis d'experts ou de perceptions que des liens directs de cause à effets objectivement et rigoureusement démontrés. Le partage d'informations entre les acteurs de la filière ne semble pas jouer un rôle déterminant dans la gouvernance de la sécurité alimentaire.

Toumi a ainsi organisé une cartographie des différents acteurs intervenant dans la gouvernance de cette filière et a pointé les différentes contraintes de tout ordre, bloquant les conditions d'amélioration de la filière des légumineuses. A partir de cette analyse, il a proposé un scénario et des recommandations à destination des intervenants et de politiques publiques afin qu'ils reconsidèrent l'importance et l'apport des légumineuses pour qu'elles puissent passer d'un statut d'une simple spéculation quasiment hasardeuse aujourd'hui à un secteur de production stratégique pour la nutrition et la sécurité alimentaire d'une manière durable.

C'est dans cette perspective que l'auteur propose un scénario de changement de la filière afin de susciter son extension et favoriser sa performance. Ce scénario met en exergue les axes suivants :

- La mise en place d'un **environnement institutionnel favorable au développement de la filière des légumineuses alimentaires** sur les plans économique, juridique, politiques publiques, d'atténuation des risques et incertitudes et d'encouragement de la recherche et de l'innovation.
- Favoriser un **changement de conduite des acteurs de la filière** dans lequel les acteurs opérationnels (amont-aval) seront organisés, structurés, connectés au jeu des acteurs, pionniers et influents en contribuant à l'élaboration des politiques en faveur de la filière. Promouvoir des acteurs facilitateurs et de support qui joueront le rôle de relais, déterminant le degré d'ouverture du jeu des acteurs de la filière et mobilisant leurs moyens d'action pour tirer la filière « vers le haut » en amenant les acteurs opérationnels à s'inscrire dans une dynamique autour d'une stratégie de développement de la filière.
- Envisager l'organisation de la filière dans une **fédération interprofessionnelle active** pour la promotion, le développement et la coordination des acteurs impliqués auprès des consommateurs.
- Promouvoir une gouvernance de la filière légumineuses **favorisant les relations d'échange et de proximité entre acteurs** et développant le partenariat entre Etat et Fédération interprofessionnelle.
- Fonder un **meilleur pilotage et contrôle de la filière** au sein d'une fédération interprofessionnelle prenant en compte les intérêts des acteurs de l'amont et de l'aval de la filière.
- Miser sur le **renforcement de la coordination, de l'engagement, de la confiance, de la transparence et du**

partage d'informations sur la filière entre acteurs de la filière (amont aval et support).

Cette recherche offre certes la perspective pour les futurs chercheurs intéressés par la gouvernance des légumineuses d'analyser plus profondément d'autres variables qualitatives comme la confiance, la stabilité, l'accessibilité, la disponibilité. Ces variables mériteraient, elles aussi, d'être prises en compte à partir d'un ensemble d'indicateurs ou de propositions par rapport auxquelles les producteurs et les consommateurs, par ailleurs absents dans ce travail de thèse, devraient préciser leurs positions afin d'avoir une vision plutôt complète sur les raisons du dysfonctionnement de la gouvernance de la sécurité alimentaire en légumineuses.

En effet, la prise en compte de tous les acteurs concernés par la gouvernance (agriculteurs, éleveurs, consommateurs, institutions, recherche...) aurait pu nous fournir la possibilité d'opérer une comparaison de perceptions et de positions intra et inter catégories quant à la mise en œuvre d'une stratégie durable et résiliente de la gouvernance de la sécurité alimentaire en légumineuses.

En tout état de cause, on retiendra de ce travail que la satisfaction alimentaire en matière des légumineuses est certainement un gage de la valorisation d'une partie des terres arides et semi-arides et une pratique culturale alternative et adaptative aux effets des changements climatiques n'étant pas exigeante en ressource hydrique, nourrissant les sols et servant ainsi de bon précédent culturel. Les légumineuses sont aussi bénéfiques à l'équilibre de la santé humaine et animale.

D'autant plus que ces cultures sont ancrées dans la culture culinaire de la population marocaine et sont objets de plusieurs usages et recettes alimentaires, qu'elles soient

transformées ou non. Au-delà de leur apport protéinique et nutritif aussi bien pour les humains que pour les animaux, leur préservation dans les systèmes de production peut servir de bon prétexte économique et culturel pour continuer à travailler la terre et réduire l'exode rural chez beaucoup de familles paysannes.

Il va sans dire que cet exode est potentiellement porteur du désordre social au niveau des périphéries urbaines mais favorise aussi la concentration foncière entre les mains de spéculateurs fonciers, prédateurs des terres des paysans qui n'arrivent plus, par manque de ressources hydriques et matérielles et en l'absence d'accompagnement de l'Etat, à mieux valoriser leurs terres. Dans ces conditions difficiles de vulnérabilité et de pauvreté, l'ancienne génération n'arrive plus à assurer la transmission d'un patrimoine foncier et symbolique à leur progéniture pour qu'elle prenne le relais.

Par ailleurs, si l'investissement de l'Etat (et du privé) s'adresse essentiellement au développement de l'agriculture à haute valeur ajoutée et à vocation exportatrice vers l'étranger, l'auteur rappelle avec raison que ces cultures et filières marchandes sont trop consommatrices de l'eau et de fertilisants chimiques nuisant à force à l'environnement et la santé humaine au détriment des agricultures familiales ou « solidaires » prédominantes et résilientes.

Ces agricultures contribuent peu à la dégradation des ressources car elles sont moins utilisatrices de fertilisants chimiques soit par manque de moyens matériels soit, de plus en plus, chez certains agriculteurs par prise de conscience agroécologique. Ce sont ces agricultures familiales qui optent pour la diversification pour contourner les risques liés à la dégradation du sol et à l'insuffisance de la ressource hydrique. Et à cet égard, elles sont aussi les plus adeptes, ici et là, de la production

des légumineuses et des céréales. Ces cultures sont des aliments incontournables dans la tradition culinaire des ruraux et des citadins dans toutes les régions au Maroc

Cependant depuis 2019, il semble que la stratégie « génération green » voudrait aller plus loin et surtout remédier à quelques insuffisances du Plan Maroc Vert en se focalisant sur l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes et leur accompagnement en revalorisant les grandes superficies de terres collectives peu exploitées ou incultes et consacrées à des parcours collectifs pour élevages extensifs.

Ces terres ont été jusqu'à maintenant peu valorisées : la stratégie actuelle cherche à mieux les rentabiliser économiquement en espérant, grâce à des dispositifs ciblés, de subventions et d'accompagnement de faire émerger une « classe sociale moyenne ». Même s'il est vrai que l'on ne sait nullement quand commence l'émergence de cette classe sociale et sur quelles bases elles se constituent. Aussi serait-il important de promouvoir une stratégie pertinente pour valoriser les produits locaux et promouvoir et intéresser les producteurs à l'agroécologie moins consommatrice des ressources et respectant l'environnement tout en réhabilitant les savoirs locaux. Désormais l'Etat doit miser prioritairement sur les jeunes porteurs de projets économiques individuels et/ou collectifs et la promotion de la femme par leur insertion professionnelle en cohérence avec le « nouveau modèle de développement » (Abdellaoui et al., 2015).

Conclusions

L'étude analyse les défis liés à la gouvernance des légumineuses pour assurer la sécurité alimentaire au Maroc dans un contexte de crises climatiques, économiques et géopolitiques. Son importance tient au rôle clé

que les légumineuses jouent en agriculture (fertilisation des sols, faible consommation en eau) et en nutrition (source de protéines pour humains et animaux).

Sont mis en cause dans cette marginalisation : la libéralisation des échanges, le désengagement de l'État, l'absence de soutien institutionnel et la priorité donnée aux cultures de rente ont freiné leur développement. L'analyse de la gouvernance de cette filière au Maroc révèle des recommandations pour améliorer la sécurité alimentaire. Cette étude, utilisant des méthodes variées, a identifié des leviers pour structurer et gouverner la filière, en mettant l'accent sur l'importance de définir des stratégies communes entre acteurs. Parmi les éléments clés, les experts suggèrent des systèmes de culture appropriés, la création d'unités de semences de qualité, un observatoire d'échanges d'informations, et l'investissement dans la transformation des légumineuses.

Il est alors urgent d'établir une fédération interprofessionnelle pour favoriser le dialogue et partager les meilleures pratiques. Neuf objectifs stratégiques ont été formulés, dont l'amélioration de la gouvernance et la structuration de la chaîne d'approvisionnement. Un meilleur pilotage et une coordination renforcée entre les acteurs sont essentiels pour améliorer la sécurité alimentaire, surtout dans le contexte des crises liées à la COVID-19 et à la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

L'interprofession doit jouer un rôle actif de médiation, de diffusion de connaissances et de sensibilisation auprès des consommateurs. Il est également nécessaire de réviser les textes juridiques.

Cependant l'enquête a mobilisé essentiellement des déclarations d'experts en excluant les premiers concernés de la production des légumineuses en l'occurrence

les agriculteurs et les consommateurs. A cet égard, cette démarche pourrait être renforcée pour mieux mettre en évidence d'une manière objective des liens directs entre la sécurité alimentaire et la gouvernance des légumineuses.

Ces liens devraient être traduits rigoureusement par des corrélations statistiquement significatives à partir de l'observation des pratiques agricoles des différentes catégories d'agriculteurs et des consommateurs. On aura alors la possibilité de comprendre pourquoi ces cultures disparaissent progressivement de nos systèmes de production agricoles alors même qu'elles étaient toujours accessibles et essentielles dans le régime alimentaire des ruraux et des citoyens au Maroc.

La conséquence en est que le pays est de plus en plus dépendant des importations extérieures à la merci des fluctuations du commerce international dans un contexte de rapports politiques conflictuels entre deux grands pays producteurs des légumineuses et des céréales à savoir ici, l'Ukraine et La Russie premiers fournisseurs au Maroc en la matière. La dépendance du Maroc concernant ces aliments peut s'avérer gravement contraignante pour la sécurité alimentaire et partant une source d'instabilité sociale.

Il s'agit ici d'un message percutant de cette thèse que l'on devrait retenir dans toutes les politiques agricoles en matière du choix des systèmes de cultures, compte tenu des changements climatiques, de la raréfaction des ressources hydriques, de la sécheresse et de dégradation des sols et des besoins incessants des populations en produits alimentaires particulièrement ceux ancrés dans leur culture de consommation. En l'occurrence les céréales et les légumineuses.

Néanmoins, cette note invite les chercheurs à puiser dans ce travail de thèse toute la matière

intellectuelle, conceptuelle et méthodologique pour essayer de saisir les liens existants entre la gouvernance des légumineuses et la sécurité alimentaire à travers l'analyse des perceptions des acteurs et la dynamique des relations dans la filière.

Le résultat clé qui ressort est le manque de coordination et de contrôle qui freine l'évolution de la filière. Il s'avère tout à fait pertinent que l'auteur propose un certain renforcement du cadre institutionnel, une meilleure structuration des acteurs, la création d'une fédération interprofessionnelle et une politique de soutien adaptée pour redynamiser la filière. Si le Plan Maroc Vert a marginalisé les légumineuses malgré leur importance stratégique et agroalimentaire, qu'en est-il de leur place dans la nouvelle politique agricole « génération verte » ?

Références

Abdellaoui E, 1989. *Ecole et Personnalisation. Approche psychosociale des stratégies pédagogiques, cas du Maroc*. Thèse de doctorat, Université Toulouse Le Mirail, France.

Abdellaoui E, 2005. *Pratiques agricoles et dynamiques sociotechniques. Cas des éleveurs-agriculteurs de la commune de Bensmim, Moyen Atlas-Maroc*. Thèse de Doctorat, Université Libre de Bruxelles, Belgique.

Abdellaoui E, Kadiri Z, Kuper M, Quarouch H, 2015. [Composer avec l'État : voies d'engagement des jeunes diplômés dans l'agriculture au Maroc](#). *Cahiers Agricultures* 24(6) : 356-362.

Toumi L, 2022. [Analyse de la gouvernance pour la sécurité alimentaire en légumineuses au Maroc](#). Thèse de doctorat, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II.